

LA FRANCOPHONIE

À NOUAKCHOTT

Mesurer la révolution du 3 août

Conduite par M. Jean-Pierre Vettovaglia, une délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie forte de sept membres a séjourné à Nouakchott du 8 au 10 septembre 2005. Après une entrevue avec le président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, M. Ely Ould Mohamed Vall, et une rencontre avec le Premier ministre, M. Sidi Mohamed Ould Boubacar, la délégation a organisé un débat avec la classe politique et les responsables de la société civile à l'Hôtel Novotel T'Feïla.

Pas moins de 36 formations politiques et une kyrielle d'organisations de la société civile ont planché sur les événements du 3 août 2005 qui ont mis fin militairement au long règne de Ould Taya. À l'instar de la communauté mondiale, l'Organisation Internationale de la Francophonie avait vivement condamné cette prise de pouvoir par la force et suspendu la Mauritanie de ses instances jusqu'à rétablissement de l'ordre constitutionnel. L'arrivée de cette délégation à Nouakchott et sa volonté de prendre le pouls de la population mauritanienne à l'aune de ce changement ont très vite été interprétées comme un assouplissement dans la position antérieure de l'organisation vis-à-vis des nouvelles autorités.

Si quelques voix se sont élevées durant la rencontre pour réclamer le retour de Ould Taya, à l'image de la sortie virulente de la présidente du réseau féminin CONAMAF, la majorité des responsables présents ont salué le renversement de pouvoir survenu le 3 août 2005. Ils ont réclamé par conséquent la solidarité agissante de l'ensemble des partenaires de la Mauritanie pour assurer au pays une transition démocratique réussie. Les vingt et un ans de règne de Ould Taya ont été passés en brèche par une société civile et des partis d'opposition qui n'ont pas hésité à qualifier cette période de gâchis. Faisant l'apologie du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, même d'anciens ténors du parti au pouvoir n'ont pas hésité à larguer les amarres pour les rivages nouveaux que les tenants du pouvoir actuels miroitent pour la Mauritanie.

Quelques étincelles ont fusé ici et là dans la tension des débats, dernières artifices d'un combat entre ex-majorité présidentielle et partis radicaux de gauche, combat qui n'a plus droit de cité dans la nouvelle carte politique du pays.

La délégation de l'OIF qui avait séjourné à Nouakchott était composée, outre M. Vettovaglia, ambassadeur, représentant du Président de la Conférence suisse au CPF, de M. Pierre La France, ancien ambassadeur de France en Mauritanie, Mme Samira Hanna-el-Daher, ambassadeur déléguée permanent du Liban auprès de l'Unesco, chargée de la Francophonie, M. Sékou Doukouré, représentant personnel du président malien au CPF, Mme Christine Desouches, déléguée aux droits de l'Homme et à la Démocratie et Mme Ridha Bouabid, conseiller à la Délégation aux droits de l'Homme et à la Démocratie.

Cheikh Aïdara